



Conseil économique et social

Distr. générale
14 août 2014
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2015
26 janvier-3 février 2015

**Rapports quadriennaux pour la période 2010-2013
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
par les organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social, en application de la résolution 1996/31
du Conseil**

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement	3
2. Association des jeunes volontaires chinois	5
3. Conseil du Commonwealth pour l'écologie humaine	7
4. Cooperation and Participation in Overseas NGOs	9
5. Dominican Leadership Conference (Conférence des dirigeants dominicains)	10
6. Dones per la Llibertat i Democràcia	12
7. Drug Free America Foundation	14
8. Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique	16
9. Eastern Sudan Women Development Organization	17
10. Internationale de l'éducation	18
11. Egyptian Association for Educational Resources	21



12. Egyptian Council for Foreign Affairs	22
13. Environmental Camps for Conservation Awareness	24
14. Environmental Rights Action/Friends of the Earth (Nigeria)	25
15. Families of Victims of Involuntary Disappearance.	27

1. Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Introduction

Fondée en 1985, l'Association populaire chinoise pour la paix et le désarmement est la plus grande association non gouvernementale de la République populaire de Chine œuvrant pour la paix. Elle compte au total 25 organisations membres influentes. L'Association a pour but de promouvoir la compréhension réciproque, l'amitié et la coopération entre les peuples de la Chine et du reste du monde dans un effort commun pour sauvegarder la paix mondiale, s'opposer à la course aux armements et à la guerre, promouvoir la maîtrise des armements et le désarmement, lutter pour l'interdiction et la destruction complètes et effectives des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive, protéger l'environnement et œuvrer pour le développement économique et le progrès social. Elle procède à la coopération et aux échanges, sous plusieurs formes, avec plus de 300 ONG et institutions de recherche, dans près de 90 pays, et participe activement aux activités multilatérales de la communauté internationale des ONG. Avec un vaste réseau de chercheurs et d'experts affiliés, en particulier avec l'affiliation du groupe de scientifiques chinois sur la maîtrise des armements, elle concentre ses recherches principalement sur les questions concernant la limitation des armements et le désarmement, la non-prolifération, la paix et la sécurité, le développement durable, entre autre, et elle organise régulièrement des séminaires bilatéraux et multilatéraux. Elle publie la revue trimestrielle *PEACE* en anglais.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Association s'emploie à réaliser ses objectifs a) en organisant des échanges entre populations et des études de terrain, tendant à promouvoir la compréhension mutuelle, l'amitié et la coopération entre le peuple chinois le reste du monde; b) en organisant des symposiums internationaux avec des groupes de réflexion et des ONG internationaux et en y participant; et c) en coopérant avec des organisations de paix et de développement dans d'autres pays en vue d'encourager la plantation d'arbres pour lutter contre la dégradation de l'environnement, promouvoir le développement durable et mettre en œuvre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'Association a coparrainé les vingt-troisième et vingt-quatrième Semaine internationale de la science et de la paix à Beijing, en Chine, en novembre 2011 et 2012. En collaboration avec le système des Nations Unies en Chine, elle a organisé la commémoration annuelle de la Journée internationale de la paix, préconisée par l'Organisation des Nations Unies, respectivement à Pékin, Liaoning, Guangdong et la province du Yunnan en Chine, en 2010-2013. Elle a également présenté des déclarations écrites au Conseil des droits de l'homme sur l'examen périodique universel de la Chine et le Viet Nam en février et juin 2013, respectivement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- Participation à la Conférence de 1995 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation, tenue à New York du 30 avril au 4 mai 2010, et distribution des déclarations écrites sur le thème « Non-recours en premier aux armes nucléaires : une mesure clef pour un monde exempt d'armes nucléaires »
- Participation à la soixante-troisième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Bonn (Allemagne), du 3 au 5 septembre 2011
- Participation à la dix-neuvième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève, du 27 février au 23 mars 2012
- Participation à la vingt-deuxième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme, tenue à Genève, du 27 février au 22 mars 2013

Coopération avec des organes des Nations Unies

Conjointement avec le système des Nations Unies en Chine, l'Association a célébré la Journée internationale de la paix, le 21 septembre tous les ans, de 2010 à 2013. L'organisation a collaboré avec le bureau de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) en Chine et coparrainé les dixième et onzième éditions du Festival international d'art et de culture pour la jeunesse « Ode to Peace » (Ode à la paix), qui s'est déroulé à Penglai (Chine), du 23 au 25 août 2011 et du 22 à 24 août 2013.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Association contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en coorganisant des forums pour la paix et le développement afin de promouvoir un partenariat mondial pour le développement, y compris ce qui suit :

- En juillet 2012, à New Delhi, et en mars 2013, à la Fédération de Russie : les deuxième et troisième Forums des ONG au service de la paix et du développement du groupe BRICS (Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) visaient à renforcer le partenariat pour la coopération et pour le développement entre les pays du groupe BRICS;
- 2010-2013 : le colloque pour le développement et la paix, en parallèle avec la commémoration de la Journée internationale de la paix en Chine, visait à renforcer le partenariat pour la coopération en matière de développement entre la Chine et ses pays voisins;
- Octobre 2013, au Népal : l'Association contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en fournissant 12 500 dollars en cartables et fournitures scolaires à 350 enfants de la région.

2. Association des jeunes volontaires chinois

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

L'Association des jeunes volontaires chinois œuvre au développement d'un sens de la citoyenneté, un esprit de dévouement patriotique, des capacités du travail en équipe et des pratiques sociales chez les jeunes, afin de promouvoir leurs qualités éthiques, scientifiques et culturelles et de promouvoir un développement sain des jeunes. L'organisation fait progresser la mise en place et l'amélioration de la structure économique du marché de la Chine et contribue au développement coordonné et au progrès de l'économie et de la société.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à établir et à améliorer un système pour encourager le bénévolat et organiser des programmes de service volontaire au niveau national, qui aide le public à comprendre, à respecter et à participer au service volontaire et à établir de nouvelles bonnes relations sociales. Elle reprend l'esprit volontaire de l'engagement, de l'amitié, de l'entraide et du progrès, en informant le grand public, afin de créer un environnement social favorable à la promotion de l'économie de marché. L'organisation attache une grande importance à la recherche théorique et essaie de gagner le soutien du gouvernement pour mettre en place un système amélioré de recrutement, de formation, de gestion et d'évaluation aux fins de stimuler la création et l'amélioration d'un système public de services volontaires. Elle planifie et réalise des projets de services bénévoles axés sur les entreprises sociales tels que les programmes de réduction de la pauvreté par le développement, le développement communautaire, la protection de l'environnement, des concours et des conférences de grande envergure, des services d'intervention d'urgence et de secours en cas de catastrophe et le service volontaire à l'étranger afin d'établir une base pour les jeunes. L'Association encourage la création et l'amélioration d'un système de sécurité sociale à plusieurs niveaux par l'organisation et l'instruction de volontaires, à travers le pays, au service des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants des rues et des groupes sociaux qui ont besoin d'aide.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

En lançant le programme de volontariat pour les jeunes travailleurs migrants en 2010, l'organisation a fourni des services, tels que des didacticiels, l'éducation sur les transports urbains et l'autoprotection, contribuant ainsi à l'urbanisation rapide de la Chine. Environ 5,5 millions de bénévoles ont été mobilisés à partir de 2 805 comtés, un service de prise de contact a été offert à 14,8 millions d'enfants, quelque 50 000 points d'activité ont été établis et plus de 200 millions de yuan renminbi ont été réunis.

En mettant en œuvre des programmes tels que le programme de développement de l'ouest du pays, un service de bénévoles universitaires et d'enseignement volontaire par les diplômés, l'Association a envoyé quelque

100 000 bénévoles dans les zones sous-développées de l'ouest du pays. Elle offre des services couvrant les soins de santé, l'agriculture, l'éducation, la consultation juridique et de protection l'environnement. L'Association encourage également les volontaires à travailler localement quand ils ont fini leur service. En outre, les jeunes volontaires chinois ont été envoyés dans 18 pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine afin d'offrir des services impliquant technologies agricoles, soins de santé, éducation et développement socioéconomique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Association a participé à la réunion de haut niveau sur la jeunesse, lors de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, et a présenté trois propositions sur les questions de la jeunesse dans le cadre des Nations Unies, à savoir : soutenir le rôle important des organisation des Nations Unies dans l'épanouissement des jeunes; parvenir à un développement coordonné en encourageant la participation des jeunes; et créer un monde harmonieux en favorisant l'interaction entre les différentes cultures.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Décembre 2013 : l'Association a organisé la visite en Chine de M. Richard Dictus, représentant le Programme des Volontaires des Nations Unies.

Novembre 2011 : elle a tenu une réunion avec Bai Hua, Directeur du bureau de pays du Programme de développement des Nations Unies (PNUD) en Chine et Zhu Kaile, Chargé de programme VNU.

Avril, juin et août 2011 : elle a participé, à des activités et à des conférences organisées par le PNUD et le programme VNU, telles que l'Année internationale des volontaires +10 en Chine et, en avril, juin et septembre 2011, elle a participé à des conférences du Comité de pilotage du programme VNU national, offrant des consultations sur la politique et le partage d'expérience.

Les sections de l'Association de Beijing, Tianjin, Shanghai et Guangzhou ont mené des projets de coopération avec le programme VNU. L'Association a lancé des programmes visant à aider la jeune génération de travailleurs migrants, en coopération avec le programme des Volontaires des Nations Unies, en 2011, et a encouragé le concept de l'Organisation des Nations Unies en Chine.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : afin d'éliminer l'extrême pauvreté et la famine, l'Association a mis sur pied un service de bénévolat dans le domaine de la réduction de la pauvreté et du développement, en soutenant le développement des technologies agricoles dans les zones sous-développées de la Chine. Elle a envoyé plus de 8 000 bénévoles spécialisés dans les technologies agricoles dans les régions centrales et occidentales et chaque bénévole a servi pendant un an.

Objectif 2 : pour ce qui est du développement de l'enseignement primaire, l'Association a envoyé plus de 40 000 enseignants volontaires pour renforcer l'éducation dans les régions sous-développées de la Chine, principalement dans l'ouest, afin que les enfants vivant dans ces zones puissent bénéficier des mêmes opportunités que ceux des autres régions.

Objectif 4 : l'Association œuvre pour l'amélioration des soins médicaux dans les régions les moins développées de la Chine et les pays bénéficiaires; elle envoie des bénévoles pour la promotion de la santé afin d'aider à réduire la mortalité infantile. L'Association a envoyé plus de 6 000 bénévoles médicaux dans les régions centrales et occidentales et près de 40 bénévoles à 11 pays étrangers, et chaque bénévole a servi pendant un an.

Objectif 7 : dans la promotion du développement durable, l'Association a mobilisé des jeunes bénévoles pour participer à la plantation d'arbres, à la lutte contre la désertification, à l'assainissement de l'eau, à la lutte contre la pollution plastique et à la protection des animaux sauvages et de l'environnement.

3. Conseil du Commonwealth pour l'écologie humaine

Statut consultatif spécial accordé en 1974

Introduction

L'écologie humaine est décrite comme étant l'interaction des êtres humains dans la société avec l'environnement naturel. Le Conseil est un centre novateur et à effet catalyseur de réseaux écologiques qui favorise la sensibilisation et l'action par les organisations compétentes. Le Conseil encourage l'application pratique des principes de l'écologie humaine aux niveaux local, national et international.

Buts et objectifs de l'organisation

Depuis 1969, le Conseil favorise le développement écologique dans le Commonwealth. Ses activités mettent l'accent sur les responsabilités de l'action individuelle, collective et globale, pour lutter contre la pauvreté avec une perspective d'ensemble, et reposent sur la collaboration des gouvernements, de la société civile, des autorités locales et du secteur privé. Elles mettent en œuvre des projets concrets en Afrique du Sud, au Bangladesh, en Barbade, au Canada, en Inde, au Kenya, en Nouvelle-Zélande, en Ouganda, au Pakistan, en Sierra Leone, à Sri Lanka et dans d'autres pays du Commonwealth.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Le Conseil a été étroitement impliqué dans le projet (birup), à Chongqing en Chine, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Le Conseil a organisé deux réunions sur les stations de la forêt tropicale à Édimbourg, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et à Columbus, Ohio, aux États-Unis d'Amérique. Il a participé à toutes les sessions préparatoires du Forum urbain mondial, aux sessions pertinentes sur le développement durable, aux programmes de développement de la jeunesse et aux réunions sur les objectifs de développement durable post-2015.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2010, Shanghai : le Conseil a participé à la réunion sur l'avenir des villes et le bien-être de l'homme et des écosystèmes, organisée par le Comité scientifique de l'UNESCO sur les problèmes de l'environnement et l'Académie chinoise des sciences.

2011, New York : le Conseil a été représenté à lors de la Journée de l'habitat mondial des Nations Unies et au Forum urbain mondial de haut niveau à l'Assemblée de la jeunesse.

Avril 2011, Nairobi : il a joué un rôle majeur à la réunion du Groupe consultatif du Commonwealth pour les établissements humains, en collaboration avec le Conseil d'administration d'ONU-Habitat 23.

2010 et 2012 : il a été représenté aux Forums urbains mondiaux.

Juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil : à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, il a organisé une session sur la pêche, mettant l'accent sur les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux.

Il a également régulièrement participé aux réunions de l'Association des études des Caraïbes en collaboration avec l'UNESCO.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Le Conseil a coopéré avec ONU-Habitat par le biais du Groupe consultatif du Commonwealth sur les établissements humains et, avec l'UNESCO à travers le projet de birup à Chongqing, en Chine, et l'Association des études des Caraïbes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectifs 1 et 7 : le Conseil a contribué à la politique du Commonwealth sur la pêche « Appel à l'action pour assurer la viabilité de moyens de subsistance, de la nourriture et de la biodiversité »

Objectif 3 et 8 : il a organisé une série d'ateliers de formation sur l'intégration du genre dans la gestion des ressources en eau au Burundi, au Kenya, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda; il a dispensé une formation en Australie pour les femmes des îles du Pacifique en microentreprise pour l'adaptation au changement climatique.

Objectif 7 : il a joué un rôle de premier plan dans le projet triennal « SAUCE: Schools at University for Climate Energy » du programme « Énergie intelligente pour l'Europe » de la Commission européenne.

Objectif 8 : il a offert une formation aux fonctionnaires du Conseil dans la région avec la branche du Conseil au Nigéria, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et la Commission nationale de planification à Abuja.

4. Cooperation and Participation in Overseas NGOs

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

L'organisation Cooperation and Participation in Overseas NGOs, basée à Séoul, est inscrite au Ministère des affaires étrangères et du commerce. Depuis sa création, en mai 1999, et son obtention du statut consultatif spécial du Conseil économique et social, en 2010, l'organisation opère au Cambodge, en Chine, en Éthiopie, en Indonésie, en Mongolie, au Népal et aux Philippines, en coopération avec des ONG locales. Un des objectifs de l'organisation est d'augmenter la participation des jeunes générations dans l'entraide mondiale. L'organisation vise également le développement et la coopération avec les pays en développement et la participation à des activités de bénévolat international et à la sensibilisation des dirigeants mondiaux.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a envoyé 1 000 volontaires à long terme, pour un programme de six mois, et 10 000 bénévoles à court terme, à 47 pays pour fournir des services d'éducation, d'emploi et culturels.

L'organisation gère des écoles professionnelles et des programmes de formation en Éthiopie, en Indonésie, en Mongolie, et au Népal et construit des installations scolaires au Cambodge, en Éthiopie, au Kenya, en Mongolie, au Népal et au Viet Nam. L'organisation a recueilli des fonds pour envoyer de l'aide financière aux enfants au Cambodge, en Chine, en Éthiopie, au Kenya, en Mongolie et aux Philippines. Elle dispense également l'enseignement des langues et la formation professionnelle aux femmes au Cambodge, en Mongolie et au Népal, elle aide les écoles qui en ont besoin au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie et au Népal et soutient les programmes de santé sexuelle et de prévention du VIH.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Les contributions de l'organisation sont mentionnés ci-dessus, dans la section Buts et objectifs de l'organisation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011, tenu à Busan (République de Corée).

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'est signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1 : l'Organisation gère des lycées professionnels et mène des programmes de formation, et propose des repas de midi pour les enfants nécessiteux en Éthiopie et au Népal.

Objectif 2 : elle a construit 2 écoles primaires avec 14 salles de classe, et 2 jardins d'enfants avec 11 salles de classe destinés à la prise en charge de 1 400 enfants.

Objectif 3 : elle dispense également l'enseignement des langues et la formation professionnelle des femmes en vue d'améliorer le taux d'alphabétisation et les opportunités d'emploi pour les femmes.

Objectifs 4, 5 et 6 : elle soutient les programmes de santé sexuelle et de prévention du VIH.

Objectif 7 : elle a mis en place des systèmes d'éclairage à l'énergie solaire et de la préservation de l'eau de pluie et installé des purificateurs d'un réservoir d'eau au Népal.

Objectif 8 : elle a coopéré avec 140 ONG à travers le monde, dans 43 pays, afin de promouvoir un partenariat mondial.

5. Dominican Leadership Conference (Conférence des dirigeants dominicains)

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Introduction

La Dominican Leadership Conference est un ensemble de réseaux qui s'adresse aux dirigeants élus des congrégations et provinces dominicaines des États-Unis d'Amérique. À l'heure actuelle, cette organisation est au service de 19 congrégations de sœurs dominicaines et de quatre provinces de frères dominicains, soit, au total, 6 000 hommes et femmes sur le territoire américain. L'Organisation collabore avec la Conference des Dominican Sisters of Latin America and the Caribbean; Dominican Sisters International, basée à Rome; Dominican Sisters of Africa; la Commission internationale dominicaine pour la justice et la paix, basée Rome, et la Conference des Dominican Sisters aux États-Unis d'Amérique.

Buts et objectifs de l'organisation

La Dominican Leadership Conference a toujours pris part aux efforts de défense des droits de l'homme. Elle met l'expertise et le professionnalisme de ses membres au service des droits de l'homme, sensibilise les personnes aux droits de l'homme et remet en cause les systèmes et les structures qui perpétuent les violations de ces droits. Les membres sont engagés directement dans les services publics dans le monde entier et œuvrent pour un changement systémique et la sensibilisation de leurs districts.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Les membres de l'organisation, à travers le monde, œuvrent pour promouvoir les droits de l'homme et la dignité de l'être humain en dispensant un enseignement de type classique ainsi que sous forme d'acquisition de compétences professionnelles.

Les membres de l'organisation sont engagés dans le service social, les centres écologiques, les communications, les droits et l'autonomisation des femmes aux États-Unis d'Amérique et à l'étranger, le droit, l'analyse sociale, les services apportés aux travailleurs migrants et aux réfugiés, le soutien aux victimes de la traite d'êtres humains, en particulier aux États-Unis d'Amérique et aux Philippines, et le travail avec les peuples autochtones.

L'organisation se réunit régulièrement lors des conférences à l'Université dominicaine et dans les lycées, ainsi qu'avec des bénévoles dominicains des États-Unis d'Amérique et les Justice Promoters d'Amérique du Nord et organise des séances d'information concernant l'Organisation des Nations Unies et son programme de développement. L'organisation diffuse également des informations sur les activités des Nations Unies deux fois par mois sur le site Domlife. Elle produit le bulletin trimestriel « Dominicains à l'ONU », elle accueille régulièrement des volontaires dominicains et organise des stages pour les étudiants universitaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Elle a assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil), du 20 au 22 juin 2012.

En sa qualité de présidente du Comité d'ONG pour le développement social, l'organisation a présenté une déclaration, au nom des organisations de la société civile, au début de la cinquante et unième session de la Commission pour le développement social qui s'est tenue à New York du 6 au 15 février 2013.

Coopération avec des organes des Nations Unies

En sa qualité de présidente du Comité d'ONG pour le développement social, l'organisation entretient des contacts réguliers avec le Département des affaires économiques et sociales et la Division des politiques sociales et du développement social.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Des ateliers sur le développement ont eu lieu en Zambie et au Burkina Faso, regroupant des participants de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Mozambique, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, et du Zimbabwe, l'accent étant mis sur les objectifs du Millénaire pour le développement, les femmes, les enfants et la Terre. L'organisation a participé à une réunion des Sœurs Dominicaines Afrique, au Kenya, et présenté un exposé sur le programme de développement des Nations Unies et, notamment, sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Une présentation similaire a été faite au Ghana, en soulignant les objectifs du Millénaire pour le développement et les femmes.

6. Dones per la Llibertat i Democràcia

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

Dones per La Llibertat i Democràcia est une association créée à Barcelone (Espagne) en l'an 2001. Les principales activités s'inspirent des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. L'organisation est membre du Conseil national des femmes de Catalogne. Elle fait également partie du Conseil national des femmes d'Espagne, qui est membre du Conseil international des femmes. Elle promeut les droits des femmes et leur participation dans tous les secteurs de la société, défend les droits des femmes à travers le monde, promeut le développement durable dans un contexte mondialisé par l'information, l'éducation et la possibilité de participer aux efforts de développement, appuie des réseaux aux niveaux local, national, régional et international afin d'élaborer des projets communs et met en œuvre en œuvre la transversalisation de la problématique hommes-femmes pour éviter la discrimination.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation protège et promeut les droits de l'homme de toutes les femmes, par la pleine mise en œuvre de tous les instruments sur les droits de l'homme, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle soutient des projets pour la promotion de la paix et des droits humains. Elle encourage et soutient la participation sociale des femmes dans tous les aspects de la société civile et prend en charge la création de réseaux d'échange et de communication pour les associations de femmes à des forums, à des réunions et à des forums aux niveaux national et international. L'organisation participe à des réunions internationales dans le cadre du Réseau international des femmes libérales et contribue à l'élaboration de résolutions dans les pays européens, en Afrique, en Amérique centrale, en Amérique du Sud, en Asie, au Canada, aux États-Unis et au Moyen-Orient. Elle offre également des formations pour les femmes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

L'organisation a développé le processus participatif sur le thème « Faites entendre votre voix » lancé au Forum de Beijing +15 pour les associations de femmes et de leurs expériences pour une déclaration écrite soumise à la session de la Commission de la condition de la femme, qui s'est réunie le 14 janvier 2010, en Catalogne.

Barcelone, 14 janvier 2010 : elle a organisé une manifestation autour du thème des droits de l'homme avec les perspectives de l'Union européenne.

23 octobre 2010 : elle a organisé une conférence participative Beijing +15 pour diffuser les résultats de la session de la Commission de la condition de la femme.

17 au 20 octobre 2013 : elle a organisé, à La Antigua (Guatemala), une manifestation sur la bonne gouvernance, la citoyenneté et l'égalité pour les femmes.

Décembre 2013 : elle a mis au point, en Catalogne, un processus participatif sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement pour les femmes et les jeunes filles, en préparation pour la session de la Commission sur la condition de la femme en 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

1^{er} au 12 mars 2010, New York : l'organisation a assisté et participé à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et présenté une déclaration écrite et des déclarations orales sur la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

22 février au 12 mars 2010, New York : elle a assisté et participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme et présenté des déclarations écrites et orales sur l'accès et la participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation et à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein emploi et à un travail décent.

27 février au 15 mars 2012, New York : elle a assisté et participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme et présenté des déclarations écrites et orales sur l'autonomisation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les problèmes actuels.

4 au 15 mars 2012, New York : elle a assisté et participé à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme et présenté des déclarations écrites et orales sur l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

Coopération avec des organes des Nations Unies

30 mai 2011, Madrid : l'organisation a coopéré avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes) sur l'égalité dans le monde des affaires et de la compétitivité dans l'autonomisation globale des femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 3 : d'avril à juin 2011 et de mars à juin 2012, elle a organisé à Barcelone (Espagne) un programme de formation à l'intention des femmes sur le marketing personnel pour l'emploi.

29 au 31 mai 2011 : elle a organisé un comité mondial au Conseil international des femmes, dont le thème était « Ce qui est un progrès pour les femmes est un progrès pour tous ».

3 juin 2011, Catalogne : elle a contribué à l'élaboration du Plan stratégique de la femme pour la période 2012-2015.

21 octobre 2012, Abidjan : elle a encouragé l'organisation de la table ronde sur le thème « Le rôle des femmes dans les pays africains en construction », aux travaux desquels elle a elle-même participé.

8 au 10 novembre 2012, Dublin : elle a participé à la table ronde sur le thème « L'apport des femmes : un outil efficace pour promouvoir l'égalité des sexes? ».

7. Drug Free America Foundation

Statut consultatif spécial accordé en 2006

Introduction

La Drug Free America Foundation, Inc. est une organisation consacrée à la prévention de la toxicomanie et à la politique en matière de drogues. Elle s'emploie à élaborer, promouvoir et soutenir des stratégies, des politiques et des instruments législatifs, à l'échelle mondiale, visant à réduire l'usage illégal des drogues, la toxicomanie et les accidents et les décès liés à la drogue. La Fondation, qui a son siège aux États-Unis, déploie principalement ses activités en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Amérique du Nord, dans toute l'Europe et dans la région du Pacifique. Ces activités sont réalisées par l'intermédiaire de ses diverses divisions : l'Institute on Global Drug Policy, une association de médecins, scientifiques, juristes et des spécialistes des drogues qui défend les politiques publiques qui limitent l'utilisation illicite et de l'abus de drogues licites et de l'alcool; Forum international scientifique et médical sur l'abus des drogues, groupe de réflexion des plus grands chercheurs du monde engagés dans la recherche et des médecins concernés par le problème de la toxicomanie liée à la drogue; ce groupe contribue à dissiper la désinformation concernant les questions actuelles liées à la drogue dans les médias. L'International Task Force on Strategic Drug Policy, un réseau de professionnels et de chefs communautaires qui soutiennent et promeuvent les principes de réduction de la demande de drogue, forment des coalitions communautaires et s'efforce de faire progresser la communication et la coopération entre les organisations non gouvernementales qui travaillent à enrayer les drogues illicites et à promouvoir une politique bien conçue pour lutter contre la drogue dans le monde entier; le Drug Prevention Network of the Americas, une coalition d'organisations non-gouvernementales (ONG) en Amérique du Nord, Amérique centrale et Amérique du Sud, dédiée à la promotion des programmes et des politiques de réduction de la demande effective dans les Amériques par l'échange d'informations et la formation d'alliances entre ONG poursuivant les mêmes objectifs; Students Taking Action Not Drugs, un mouvement d'étudiants en croissance, qui s'emploie à diffuser des informations exactes et à base scientifique sur les campus afin de sensibiliser les élèves; la National Drug-Free Workplace Alliance, un réseau national qui se consacre à la prévention de la toxicomanie en milieu de travail; elle s'investit d'une double mission – aider directement les petites entreprises dans l'état de Floride dans l'établissement des programmes globaux visant à éliminer les drogues sur les lieux de travail.

Buts et objectifs de l'organisation

La Drug Free America Foundation organise et accueille des conférences dans le monde entier. Elle développe et diffuse du matériel pédagogique de prévention de la toxicomanie, établit des coalitions, des partenariats et des réseaux qui collaborent en vue d'atteindre les objectifs suivants : analyser les politiques en matière de drogue; s'opposer aux initiatives visant à légaliser l'usage des drogues illicites; encourager les personnes à s'efforcer de bannir les drogues des foyers, des écoles, des lieux de travail et des communautés; prôner l'éducation aux drogues fondée sur l'abstinence dans les écoles; permettre aux enfants de s'adonner à des activités saines plutôt qu'à la consommation de drogues; sensibiliser les employeurs aux dangers de l'usage de drogues illicites sur le lieu de travail et à l'importance des

programmes de milieu de travail exempts de drogue; encourager la coopération entre les gouvernements en vue d'adopter et d'appliquer des politiques et des instruments législatifs visant à réduire l'usage et l'abus de stupéfiants et améliorer la communication à l'échelle mondiale entre les scientifiques, les chercheurs et les médecins en vue de faire progresser les connaissances sur l'abus des drogues, la toxicomanie et son traitement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

La Drug Free America Foundation a organisé des conférences et les documents diffusés comprennent souvent une composante sur les conventions, comment les appliquer à l'action des ONG dans le domaine de la réduction de la demande de drogues, et comment les ONG peuvent collaborer avec leurs gouvernements respectifs et les Nations Unies pour susciter des changements positifs. L'International Task Force on Strategic Drug Policy, une division de l'organisation créée en 2001, est composée d'experts en matière de politique appartenant à plus de 35 pays, entre autres, des médecins, des scientifiques, des avocats et des personnes directement engagées dans la politique et les pratiques de la lutte antidrogue. La division a travaillé sous la supervision de l'organisation et des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes à travers le monde, atteignant des milliers de membres de l'élite dans le domaine de la réduction de la demande de drogues. Ces manifestations ont donné lieu à une importante collaboration internationale, à l'échange d'informations et à une exposition médiatique. La division a rédigé et adopté plusieurs documents d'orientation et publié quatre éditions d'un journal thématique chaque année depuis sa création.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

2010-2013, Vienne : l'organisation a parrainé plusieurs délégations de la cinquante-troisième à la cinquante-sixième session de la Commission des stupéfiants en.

11 au 15 mars 2013, Vienne : elle a encouragé et soutenu les organisations membres de la Fédération mondiale de lutte contre la drogue, à la cinquante-sixième session de la Commission des stupéfiants, dont l'organisation a aidé à établir et à organiser deux manifestations parallèles. L'organisation est également membre actif du Comité de Vienne des ONG sur les drogues et y contribue régulièrement, notamment en participant aux réunions de la Commission des stupéfiants.

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a aidé le Bureau l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) chaque année en menant des activités et en utilisant les fonctions du site Web sur la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues et elle a appuyé la campagne « Cœur bleu » qui vise à sensibiliser le public contre la traite des personnes. L'organisation a fait pression pour des lois plus sévères sur la traite des personnes aux États-Unis d'Amérique et a parrainé une conférence de presse qui réunit le Gouverneur de l'État de Floride et de plusieurs membres du gouvernement pour appeler l'attention sur ce problème et assister à la signature de deux nouvelles lois relatives aux droits des victimes de la traite.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'emploie à améliorer la santé des enfants dans le cadre de l'objectif 4, la corrélation entre la maltraitance et l'abandon des enfants et la toxicomanie étant indubitable. L'organisation travaille également à l'objectif 6, la toxicomanie étant directement liée aux comportements à risque, aux infections liées à la drogue et autres problèmes de santé. La traite d'êtres humains et l'entreprise criminelle qui affectent de manière disproportionnée les femmes et les enfants sont le plus souvent liés au commerce de la drogue.

8. Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique

Statut consultatif spécial accordé en 1966

Introduction

L'Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique est une organisation d'États, de groupes et de personnes en Asie et dans le Pacifique. Elle a été créée en 1960 en réponse à une volonté commune des pays en développement de promouvoir la coopération régionale pour améliorer les connaissances, les systèmes et les pratiques de l'administration publique pour aider à accélérer le développement économique et social. Elle a été la première organisation de la région consacrée au développement de l'administration publique afin de faire progresser le développement économique et social des pays d'Asie et du Pacifique. Elle se compose d'États membres, d'institutions telles que des instituts ou des écoles d'administration publique, des universités, des organismes, des entreprises municipales et des individus dont les réalisations dans le domaine de la gouvernance et l'administration publique sont reconnues.

Buts et objectifs de l'organisation

La vision de l'Organisation est de construire une communauté régionale solide qui encourage la coopération régionale pour améliorer l'administration publique pour le développement économique et social durable dans la région Asie-Pacifique.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution de l'organisation à des activités des Nations Unies

Dans le cadre d'un centre régional en ligne faisant partie du Réseau des Nations Unies pour l'administration publique, l'organisation continue de télécharger des nouvelles et des événements sur l'administration publique et la gouvernance dans la région Asie-Pacifique.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune participation n'est à signaler.

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération n'est signalée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation tient des conférences régionales annuelles qui servent de lieu pour les chercheurs et les praticiens de l'administration publique pour échanger des connaissances, des systèmes et des pratiques dans l'administration publique. Elle aide à favoriser les partenariats entre le gouvernement et d'autres secteurs pour le développement durable visé à l'objectif 8.

9. Eastern Sudan Women Development Organization

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

L'Eastern Sudan Women Development Organization a été créée en 2000 à Khartoum. Elle travaille dans les secteurs de la promotion de la femme, la résolution des conflits, le renforcement de la paix et les droits de l'homme.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à développer l'est du Soudan en général et ses ressources humaines en particulier. Elle promeut le respect de la culture, la consolidation de la paix, la résolution des conflits et l'éducation et éclaire les citoyens sur leurs droits et devoirs, en particulier leurs droits sociaux, civils et politiques, et renforce la capacité des organisations de la société civile opérant dans l'est du Soudan, en particulier dans le domaine des droits de l'homme et de défense des causes humanitaires dans l'est du Soudan, comme le mariage précoce, les mutilations génitales féminines et la traite des personnes. Elle réalise ses objectifs par la mise en œuvre de ses projets, le renforcement des capacités, le plaidoyer, le respect des communautés et l'encouragement de la participation des femmes.

Changements à signaler

L'organisation a élargi son emprise géographique afin de répondre à des défis majeurs et à des questions émergentes dans les États de l'est du Soudan, en particulier dans les zones rurales. Elle a étendu ses activités à de nouveaux domaines tels que les droits des enfants et des femmes, la traite des personnes, la protection des femmes réfugiées, l'orientation juridique dans les camps de réfugiés des zones frontalières, la tuberculose et le VIH pour les femmes concernées.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation mène une campagne de sensibilisation en collaboration avec les organisations locales pour la protection des enfants participant à des courses de chameaux. L'organisation est impliquée dans la campagne nationale pour l'interdiction des mines terrestres et le programme de sensibilisation aux dangers des mines au Kassala, dans l'est du Soudan. L'organisation a participé à la surveillance des élections au Soudan en février 2010, en collaboration avec la Commission électorale nationale et le PNUD. L'organisation a contribué au processus préparatoire pour le référendum au Soudan du Sud en janvier 2011.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

1^{er} au 26 mars 2010, Genève : participation à la treizième session du Conseil des droits de l'homme et déclarations écrites et orales

9 au 18 février 2011, New York : participation à la quarante-neuvième session de la Commission du développement social

22 février au 14 mars, New York : participation à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme

28 février au 25 mars 2011, Genève : participation à la seizième session du Conseil des droits de l'homme et déclaration écrite sur le point 4 de l'ordre du jour

18 juin au 6 juillet 2012, Genève : participation à la vingtième session ordinaire du Conseil des droits de l'homme

12 et 13 novembre 2012, New York : participation à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme

25 février au 22 mars 2013, Genève : déclaration écrite lors de la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation encourage l'éducation pour les femmes et les filles dans l'est du Soudan, en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Elle contribue à la formation et au renforcement des capacités des femmes et des filles dans l'est du Soudan dans le domaine de l'aide juridictionnelle en collaboration avec UNIFEM. L'organisation œuvre pour combattre la tuberculose et le VIH dans l'est du Soudan en partenariat avec le Fonds mondial.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a organisé une série d'ateliers d'orientation sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes afin d'assurer l'autonomisation des femmes conformément à l'objectif 3. Elle a lancé une campagne de sensibilisation en collaboration avec des organisations féminines sur les défis en matière de droits de l'homme au Soudan en général et dans l'est du Soudan en particulier. Elle a également lancé une campagne visant à lutter contre les pratiques traditionnelles néfastes affectant les femmes et les filles, en particulier les mutilations génitales féminines.

10. Internationale de l'éducation

Statut consultatif spécial accordé en 1950

Introduction

L'Internationale de l'éducation est la fédération mondiale des enseignants et des personnels de l'éducation. Elle regroupe 396 syndicats nationaux et des associations professionnelles d'enseignants et de personnels de l'éducation dans 171 pays, avec un effectif total de 30 millions de personnes. Elle œuvre en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique latine et

dans les Caraïbes et possède des bureaux régionaux et sous-régionaux dans chacun de ces endroits. Elle est basée à Bruxelles.

Buts et objectifs de l'organisation

Les objectifs de l'organisation sont de promouvoir tous les peuples et dans tous les pays la paix, la démocratie, la justice sociale et l'égalité, l'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme à travers le développement de l'éducation et de la force collective des enseignants et des employés dans le domaine de l'éducation, afin d'améliorer les conditions de travail et d'emploi des enseignants et des employés dans le domaine de l'éducation et de promouvoir leur statut professionnel en général, à travers le soutien aux organisations membres et la représentation de leurs intérêts devant les Nations Unies, ses institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales appropriées et pertinentes. L'organisation lutte contre toutes les formes de racisme et de préjugés ou de discrimination dans le domaine de l'éducation et la société en raison du sexe, de l'état matrimonial, de l'orientation sexuelle, de l'âge, de la religion, de l'opinion politique, du statut social ou économique ou de l'origine nationale ou ethnique. Son principal moyen d'action est la sensibilisation et la coopération avec les organisations intergouvernementales, y compris les Nations Unies et ses institutions spécialisées.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements significatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation défend les droits de l'homme et les droits syndicaux des enseignants et des personnels de l'éducation dans le monde entier en ayant amplement recours aux mécanismes de contrôle des Nations Unies. L'organisation fournit des informations pour l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme et pour les plaintes adressées au Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du Travail (OIT). L'organisation participe aux activités annuelles à travers le monde de l'Éducation pour tous lors de la Semaine mondiale d'action (en avril), en coopération avec des partenaires dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'éducation. Elle œuvre :

- Au renforcement des syndicats et des capacités des programmes dans de nombreux pays, dans le but d'aider les syndicats d'enseignants à devenir des partenaires actifs et puissants dans le dialogue social et l'établissement des politiques publiques dans leur contexte national;
- À un engagement dans plusieurs initiatives cohésives pour protéger les enseignants, les étudiants et l'éducation d'attaques ciblées contre l'éducation à travers le monde;
- À la promotion de l'égalité des sexes et de l'éducation des filles centrée sur la participation aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies;
- Au partenariat avec l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles pour combattre la violence fondée sur le genre à l'école;

- À la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle dans le domaine de l'éducation;
- Aux activités visant à éradiquer le travail des enfants en collaboration avec le Programme international pour l'abolition du travail des enfants de l'OIT;
- Aux activités de soutien pour l'éducation des peuples autochtones;
- À la promotion de codes de déontologie pour les enseignants.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- Novembre 2011, Copenhague : participation à la Conférence d'annonces de contributions au Partenariat mondial pour l'éducation
- Juin 2010, juin 2011, juin 2012, juin 2013, Genève : adresse à la plénière de la Conférence internationale du Travail, exposant les questions clefs affectant les conditions de travail et d'emploi et les droits syndicaux des personnels de l'éducation à travers le monde
- 1^{er} au 12 mars 2010 : participation à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme
- 22 février au 14 mars 2011 : participation à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme
- 27 février au 9 mars 2012 : participation à la cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme
- 4 au 15 mars 2013, New York : participation à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme. L'organisation a participé et présenté des déclarations conjointes avec l'Organisation internationale des services publics et le Programme international pour l'abolition du travail des enfants, et a fait des déclarations à l'occasion de tables rondes et de manifestations parallèles.
- 25 octobre au 10 novembre 2011, Paris : participation à la trente-sixième session de la Conférence générale de l'UNESCO
- 5 au 20 novembre 2013, Paris : participation à la trente-septième session de la Conférence générale de l'UNESCO, avec des réunions du Forum de haut niveau sur l'éducation pour tous de l'UNESCO; réunions sur l'Éducation pour tous de l'UNESCO; et autres réunions sur l'éducation pour tous de l'UNESCO

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec l'UNESCO à la mise en œuvre des six objectifs de l'Éducation pour tous de Dakar. Pendant l'année 2012, l'organisation a également été un membre élu et actif du Comité de liaison des ONG de l'UNESCO et, en tant que tel, a participé à la Conférence internationale des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'UNESCO; et elle a assisté et participé activement à certains organes directeurs de l'UNESCO à travers la nomination d'orateurs. Chaque année, l'organisation organise, généralement en partenariat avec l'UNESCO, l'OIT et/ou l'UNICEF, des activités dans le monde entier à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants (5 octobre).

L'organisation s'est livrée à des échanges quotidiens avec les départements de l'OIT tout au long de la période considérée, pour les questions relatives aux

conditions d'emploi dans le secteur de l'éducation dans le monde entier, aux droits syndicaux, au travail des enfants, à l'égalité des sexes et à la discrimination. L'organisation a introduit quatre nouvelles plaintes auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT au nom des syndicats de l'éducation de Bahreïn, du Canada, du Honduras et du Liban.

L'organisation a également fourni à la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'OIT des preuves concernant des violations dans 22 pays.

L'organisation est également membre de l'Équipe spéciale mondiale sur le travail des enfants et l'éducation pour tous avec l'OIT, l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale, le PNUD, l'organisation et la Marche mondiale contre le travail des enfants.

L'organisation jouit du statut d'observateur au sein du Groupe consultatif technique de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout du Secrétaire général des Nations Unies. L'organisation contribue à la perspective de la profession enseignante à l'Initiative, qui vise à garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants du monde et en particulier les filles.

L'organisation est le représentant du Partenariat mondial pour la profession enseignante et membre du Comité consultatif en matière de finances du partenariat.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous : travail de sensibilisation et nombreuses activités découlant du rôle de l'organisation en tant que membre fondateur de la Campagne mondiale pour l'éducation, avec un accent mis sur l'augmentation du recrutement des enseignants, l'amélioration du salaire et des conditions de travail des enseignants, la promotion de l'éducation des filles et la suppression des droits de scolarité pour remédier à la pénurie d'enseignants dans de nombreux pays, notamment en Afrique subsaharienne.

Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes : sensibilisation auprès des institutions intergouvernementales appropriées pour l'application des normes et le développement de programmes promouvant l'équité du statut des deux sexes dans l'éducation et la société en général.

11. Egyptian Association for Educational Resources

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

Egyptian Association for Educational Resources est une organisation non gouvernementale sans but lucratif fondée en 2005 sous l'égide du Ministère de la solidarité sociale. Elle s'occupe de jeunes âgés de 12 à 29 ans dans toute l'Égypte à travers l'éducation non formelle et informelle.

C'est une organisation professionnelle locale qui œuvre à promouvoir le développement des jeunes par l'éducation civique, l'information et la technologie

des communications dans l'enseignement, le perfectionnement professionnel, la compréhension interculturelle et l'autonomisation et le leadership des jeunes.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation estime que les êtres humains sont le principal pilier du développement et de la durabilité. Elle se préoccupe du bien-être, des aspirations et de l'éducation des personnes. Ses programmes aident les élèves à atteindre leur plein potentiel et conçoivent des solutions non traditionnelles face aux enjeux mondiaux et locaux actuels. Elle dispose d'un ensemble de programmes et d'activités visant à développer le caractère et le leadership des élèves. Les programmes vont crescendo et aident les élèves à envisager le développement aux niveaux de l'individu, du groupe ou de l'équipe, de la communauté et local, national ou mondial.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements significatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Au cours de la période 2010-2013, l'organisation a travaillé sur l'autonomisation économique de plus de 1 500 filles et femmes dans des zones défavorisées de la Haute-Égypte et du Caire à travers l'éducation, la formation et l'emploi. En outre, elle met l'accent sur le renforcement des capacités des jeunes à travers l'esprit d'entreprise (social et économique).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Aucune participation spécifiée

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation travaille en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et les centres d'information des Nations Unies au Caire.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité spécifiée.

12. Egyptian Council for Foreign Affairs

Statut consultatif spécial accordé en 2006

Introduction

L'Egyptian Council for Foreign Affairs a été créée le 2 mai 1999 en tant que cadre approprié pour appuyer les questions régionales et internationales, afin de promouvoir la compréhension de ces questions de la part du public, ainsi que pour introduire de nouvelles approches et initiatives au débat. L'organisation est aussi le cadre dans lequel des personnalités étrangères, à la fois officielles et non officielles, peuvent se rencontrer et débattre de questions d'intérêt avec des représentants de la société civile égyptienne. En outre, elle entretient d'étroites relations de travail avec

centres et organisations similaires, à travers le monde, s'intéressant à la politique étrangère. Les membres de l'organisation sont des personnes publiques comprenant des diplomates, des universitaires, des économistes et des hommes d'affaires, des banquiers, des écrivains, des journalistes et des experts militaires et en sécurité qui se consacrent à ses principes et objectifs.

Buts et objectifs de l'organisation

L'objectif principal de l'organisation est de promouvoir le débat public et la compréhension des questions de politique étrangère, à la fois régionales et internationales, au premier rang desquelles se trouvent les intérêts stratégiques, économiques et politiques de l'Égypte. Pour réaliser cette mission, l'organisation se fonde sur la diversité des connaissances de ses membres et autres experts reconnus, notamment des responsables gouvernementaux. De nombreuses personnalités publiques égyptiennes et étrangères sont régulièrement invitées par l'organisation à débattre d'un large éventail de questions politiques et économiques.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements significatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation a participé à un séminaire sur la sécurité nucléaire organisé par un groupe d'organisations non gouvernementales en parallèle avec le sommet sur l'énergie nucléaire organisé à initiative du Président Obama des États-Unis à Washington du 11 au 14 avril 2010. L'organisation a participé à une réunion convoquée par le Président de l'Assemblée générale sur l'avenir du désarmement, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 19 avril 2010.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

1^{er} au 12 mars 2010, New York : participation à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme. La session portait sur le thème de la pauvreté dans les pays en développement et soulignait l'importance de protéger les femmes contre la pauvreté grâce à un soutien au revenu, une aide à court terme aux familles et aux soins dispensés aux enfants.

8 au 12 mars 2010, Vienne : participation à la cinquante-troisième session de la Commission des stupéfiants. La conférence traitait de nombreuses questions clefs, telles la lutte contre la drogue et la santé publique.

Mai 2010, New York : participation à la Conférence d'examen des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Coopération avec des organes des Nations Unies

Aucune coopération spécifiée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune activité spécifiée.

13. Environmental Camps for Conservation Awareness

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

Environmental Camps for Conservation Awareness est une organisation de premier plan en ce qui concerne la mobilisation sociale et le développement communautaire. Elle est affiliée au Conseil pour la protection sociale, Katmandou, et dispose d'un réseau de plus de 4 000 travailleurs qualifiés dans 46 districts du Népal, au Bhoutan et en Inde.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation met en œuvre divers programmes pour améliorer la qualité de vie grâce à l'utilisation des ressources locales disponibles et à l'application de technologies alternatives et renouvelables. Sa mission consiste à être une organisation bénévole professionnelle modèle dédiée à la gestion des ressources naturelles; à organiser des programmes pour assurer un avenir écologique pour les enfants; et à soutenir le développement d'un esprit d'entreprise empreint de préservation. Son champ d'action comprend l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la culture et le patrimoine, l'éducation au développement durable et aux technologies appropriées et renouvelables, la lutte contre la pauvreté et la sensibilisation.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements significatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation est le coordonnateur népalais du Réseau pour l'environnement des jeunes du sud de l'Asie du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'organisation a mobilisé les jeunes pour diverses campagnes et programmes liés à la Journée mondiale de la Terre, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale du patrimoine, etc. Elle a contribué (et a été reconnue par le PNUE en 2011) à la campagne pour un milliard d'arbres, une initiative au niveau mondial de plantation d'arbres facilitée par le PNUE.

Elle est membre du Pacte mondial des Nations Unies et a apporté sa contribution au Réseau local pour le Népal du Pacte mondial des Nations Unies en tant que membre du Comité directeur au cours de réunions et d'ateliers.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- Août 2012 : lancement de l'atelier et formation sur l'avenir de l'environnement en Asie du Sud, Katmandou, organisation due au bureau régional du PNUE
- Mai 2013 : Consultation sur l'avenir de l'environnement en Asie du Sud, Katmandou, organisée par le Programme de coopération sur l'environnement pour l'Asie du Sud et le PNUE
- Mai 2013 : atelier de consultation régionale sur le programme de développement en Asie du Sud pour l'après-Rio +20, organisé par le Programme de coopération sur l'environnement pour l'Asie du Sud et le PNUE

Coopération avec des organes des Nations Unies

Le Bureau du PNUE à Bangkok a demandé à l'organisation d'aider la République populaire démocratique de Corée à renforcer son système d'éducation sur l'éducation environnementale à tous les niveaux des établissements d'enseignement (des écoles primaires à secondaires et universités).

En accord avec le PNUE, l'organisation s'est livrée, de septembre 2012 à janvier 2013, à une identification préliminaire des services essentiels et souhaitables concernant les écosystèmes dans le secteur de Panchase, au Népal, dans le cadre du projet d'adaptation basé sur les écosystèmes pour les écosystèmes de montagne au Népal, au Pérou et en Ouganda (programme conjoint du PNUE, du PNUD et de l'Union internationale pour la conservation de la nature).

En accord avec le programme Gestion de l'eau pour les villes asiatiques d'ONU-Habitat Nairobi, l'organisation a mis en œuvre le programme d'assainissement basée sur les valeurs humaines (de novembre 2007 à juillet 2010), programme soutenant la mise en œuvre dans les villes asiatiques des objectifs du Millénaire pour le développement liés à l'assainissement et à l'eau.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À l'appui de l'objectif 2, l'organisation met en œuvre un programme visant à remplacer les lampes à kérosène par des lampes solaires photovoltaïques à usage domestique (connues sous le nom de tukis solaires) grâce à une approche intégrée de la mobilisation communautaire et de l'intervention technologique. Le tuki se recharge dans une station de recharge solaire photovoltaïque multiple située dans l'école du village. Ainsi le taux de scolarisation locale et le taux de fréquentation des écoles a augmenté, car les enfants doivent venir à l'école régulièrement afin de recharger leur tuki.

L'organisation a également promu la campagne sur l'eau potable au Népal à travers une approche intégrée de campagnes de sensibilisation. Au cours des six dernières années (2008-2013), 400 000 personnes en ont bénéficié à travers 94 écoles dans différents endroits du Népal.

14. Environmental Rights Action/Friends of the Earth (Nigeria)

Statut consultatif spécial accordé en 2010

Introduction

Environmental Rights Action a été créée en 1993 en tant que groupe de pression dans le domaine de l'environnement, et a rejoint les Amis de la Terre International en 1996. L'organisation se consacre à la défense des écosystèmes humains, en termes de droits de l'homme, et à la promotion d'une pratique gouvernementale, commerciale, communautaire et individuelle écoresponsable au Nigéria grâce à l'autonomisation des populations locales. Une grande partie de ses efforts se concentre sur les compagnies pétrolières multinationales et la protection du delta du Niger. Le groupe travaille aux niveaux local, national et mondial sur les campagnes suivantes : la forêt et la biodiversité; l'énergie et le secteur minier; le programme de sensibilisation à la démocratie; la souveraineté alimentaire et les

organismes génétiquement modifiés; la responsabilité des entreprises et la santé environnementale.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation vise à promouvoir le respect des droits environnementaux de tous les Nigériens, Africains et du reste de l'humanité à travers la mobilisation locale, le plaidoyer, le lobbying, en influençant les politiques gouvernementales, à travers les réseaux, la recherche, les publications, les campagnes médiatiques et la responsabilisation des populations locales; et en utilisant des stratégies non violentes. L'organisation vise à protéger l'environnement et à démocratiser le développement au Nigéria.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements significatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

Contentieux sur la protection des moyens de subsistance des pêcheurs ruraux en ayant recours à la jurisprudence au Nigéria et en dehors du Nigéria, ce qui renforce leurs droits culturels, économiques et sociaux.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

- 29 novembre au 10 décembre 2010, Cancun, Mexique : participation à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et contribution à des appels pour que les pays riches s'engagent inconditionnellement à une extension du Protocole de Kyoto, afin qu'ils réduisent leurs émissions d'au moins 40 % d'ici à 2020 (sans compensation des émissions de carbone), et pour la création du Fonds vert pour le climat
- 28 novembre au 11 décembre 2011, Durban, Afrique du Sud : participation à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Durban, Afrique du Sud, et contribution à une demande de moratoire pour la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts par les peuples autochtones et leurs alliés
- 26 novembre au 7 décembre 2012 : participation à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Doha, Qatar, et contribution à des appels pour laisser les deux tiers des réserves connues de charbon, de pétrole et de gaz souterrain, si nous voulons avoir 80 % de chances de rester en dessous de 2 degrés, et d'institutionnaliser le Fonds vert pour le climat
- 20 au 22 juin 2012, Rio de Janeiro, Brésil : participation à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable

Coopération avec des organes des Nations Unies

L'organisation a collaboré avec le PNUD afin d'attirer l'attention sur la dégradation de l'environnement de l'Ogonie dans le delta du Niger et appelé à la mise en œuvre des recommandations du rapport d'évaluation du PNUE.

20 octobre 2010, Abuja, Nigéria : participation à la mission du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (programme ONU-REDD) au Nigeria : atelier des parties prenantes organisé par le PNUD

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à l'objectif 1 en lançant une campagne de sécurité sociale pour les Nigériens sans emploi qui est maintenant partiellement mise en œuvre dans cinq États. L'organisation a contribué à l'objectif 3 en autonomisant des groupes de la société civile à travers l'Afrique par rapport à l'autonomisation des femmes et en formant au leadership. Elle a également contribué à l'objectif 7 par une sensibilisation afin d'assurer transparence et responsabilité dans le secteur pétrolier.

15. Families of Victims of Involuntary Disappearance

Statut consultatif spécial accordé en 2002

Introduction

Families of Victims of Involuntary Disappearance est une organisation nationale de défense des droits de l'homme, composée de familles, de connaissances, d'amis et de collègues de victimes disparues, œuvrant conformément aux principes de vérité, de justice, de liberté et de démocratie. Après avoir fait pression pendant 16 ans, le Président des Philippines a finalement signé le *Republic Act 10353*, loi contre les disparitions forcées ou involontaires de 2012, la première de ce genre en Asie. L'organisation, légalement mandatée, a activement participé aux côtés du gouvernement à l'élaboration et à la promulgation des règles et des règlements d'application de la loi.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation documente en permanence des cas de disparition forcée; aide les familles dans leur recherche de parents disparus à surmonter l'anxiété et les problèmes d'ordre économique et à traduire les responsables en justice; elle se joint aux défenseurs des droits de l'homme locaux et internationaux pour mettre fin à l'impunité et aux disparitions forcées et autres violations des droits de l'homme.

En particulier, elle milite pour l'adoption d'une législation nationale condamnant les disparitions forcées et pour que les États adhèrent à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Changements à signaler

Il n'y a pas eu de changements significatifs.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'ONU

L'organisation a joué un rôle primordial lors des forums de diffusion de l'information à l'échelle nationale, des ateliers de formation et de tables rondes avec la police et le secteur de la sécurité. La campagne en faveur de la mise en œuvre stricte et complète de la loi a été la priorité de l'organisation, tout en exerçant une

pression accrue pour la signature et la ratification par les Philippines de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. C'est là l'impact principal sur l'organisation du fait de la promulgation de la loi nationale contre les disparitions forcées et l'apparente réticence des Philippines à être l'un des États signataires et Parties à la convention.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

9 novembre 2011, Genève : participation à une manifestation parallèle sur les disparitions forcées, ayant réuni plus de 100 participants, y compris les Présidents du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires et le Comité des disparitions forcées

10 novembre 2011, Genève : participation à la session du Groupe de travail et à celle du Comité ainsi qu'à la réunion avec les ONG afin d'exprimer l'engagement de la coalition pour coopérer avec le Comité dans la lutte contre les disparitions forcées

Coopération avec des organes des Nations Unies

26 et 28 novembre 2012, Bangkok : participation à l'atelier régional sur le mécanisme de communication des procédures spéciales organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. L'organisation fait part au Groupe de travail des cas de disparitions forcées dont elle s'occupe activement et agit selon les commentaires du Groupe de travail.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation soutient fermement les efforts des Philippines pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et l'autonomisation des femmes en faisant pression en faveur de l'adoption de la loi sur la santé reproductive. À travers diverses formes de financement, l'organisation aide les familles économiquement faibles (en raison de la disparition de leurs soutiens de famille) face à des difficultés financières, facilitant ainsi le travail du Gouvernement en faveur de l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, conformément à l'objectif 1. L'organisation a maintes fois souligné le lien direct entre les violations des droits économiques, sociaux et culturels et les transgressions des droits civils et politiques, comme les disparitions forcées. Cela a encouragé les membres de l'organisation à être proactifs dans la lutte contre la pauvreté et en faveur du développement durable, car ils protègent et promeuvent fermement les droits civils et politiques.